

Projet de réforme de l'Audiovisuel Public : pluralisme, liberté d'expression et emplois menacés !

La semaine dernière, les salariés des différentes entités de l'Audiovisuel Public (FMM, Radio France, France Télévisions, INA) **ont exprimé massivement leur opposition au projet de réforme** prévoyant la mise en place d'une holding nommée France Médias au 1er janvier 2025, puis d'une fusion au 1er janvier 2026.

Examen à l'Assemblée nationale reporté fin juin

Fixé initialement les 23 et 24 mai, l'examen par les députés de ce projet a finalement été **reporté à la deuxième quinzaine du mois de juin** puisque les discussions sur le projet de loi agricole ont été plus longues que prévu.

France Médias Monde : in or out ?

Si certains députés de la commission des affaires culturelles ont exclu France Médias Monde de la holding et que des membres du gouvernement se sont également déclarés favorables à cette exclusion, **un amendement réintégrant FMM (déposé par un député du camp présidentiel, Quentin Bataillon) sera bel et bien discuté et voté lors de l'examen de ce projet de loi.** Pour le moment, rien n'est tranché.

BBC à la Française : une comparaison dangereuse

En parlant de « *BBC à la Française* » pour, selon elle, « *rassembler les forces* », la ministre de la Culture oublie de préciser que la société de radiodiffusion britannique de service public a connu **une baisse de son budget de plus de 30% en 10 ans et la suppression de près de 1 800 emplois sur la même période.** Le mois dernier, la présidente de BBC World Service (l'équivalent de FMM) a annoncé sa démission pour juillet s'inquiétant des coupes budgétaires permanentes qui menaceraient la survie même de la structure internationale dont les audiences ont drastiquement chuté. Après des vagues de départ, la BBC a même été obligée de faire revenir certains salariés pour assurer son fonctionnement face à l'urgence de la situation.

ORTF 2.0 : menace sur le pluralisme et la liberté d'expression

La volonté du gouvernement de rassembler l'Audiovisuel Public peut légitimement faire penser à une époque où chaînes et antennes étaient fusionnées en une seule entité : l'ORTF. Un inquiétant retour en arrière qui rappelle **la mainmise qu'ont eu les gouvernements sur les médias audiovisuels français.** Les exemples en Europe, et dernièrement en Italie où le gouvernement en place tente de prendre le contrôle des médias publics, ne sont pas acceptables et doivent nous interroger sur **ces dérives autoritaires qui menacent le pluralisme et la liberté d'expression.**

De nombreux emplois et acquis sociaux menacés

Avec ce projet de fusion qui, contrairement aux discours de façade, **visent également à faire des économies** dans un secteur déjà sous-financé, **de nombreux emplois pourraient se retrouver menacés**, en commençant, comme toujours, par les fonctions supports. Le risque de voir les droits des salariés de l'Audiovisuel Public revus à la baisse est également fort. Nous en avons déjà fait l'expérience à FMM, après deux plans sociaux à RFI et la fusion de France 24, RFI et MCD : partant d'accords d'entreprises différents, le résultat d'un nouvel accord unique a engendré **un nivellement par le bas.**

La mobilisation continue : tous concernés, tous mobilisés !

La mobilisation générale doit donc continuer pour défendre l'Audiovisuel Public et **les spécificités internationales et multilingues de France Médias Monde.** Une prochaine journée d'action sera organisée selon l'agenda parlementaire.